

LA LETTRE DE LA NAF

SUPPLEMENT AU N° 228 DE LA NOUVELLE ACTION FRANCAISE

- 23 JUIN 1976

AUTOSATISFACTION

L'autosatisfaction est un vilain défaut. Et nous en avons trop souffert, avant la fondation de la N.A.F., pour que nous n'hésitions pas à faire ressortir la justesse de certaines analyses ou l'efficacité de quelques unes de nos actions.

Il le faut cependant, de temps à autre et entre amis, ne serait-ce que pour éloigner quelques doutes ou écarter une critique trop négative de ce que nous sommes et de ce que nous avons fait.

Dans les bulletins et les pamphlets qui sont publiés contre la N.A.F., cet éditorial figurera donc en bonne place, comme preuve de notre orgueil, de notre trahison, ou de nos complexes obscurs. J'en prends le risque, en osant souligner combien nous avons eu raison de ne pas soutenir, puis de critiquer vigoureusement les idées et les actions de M. Giscard d'Estaing. Et combien nous avons eu raison, lors des élections présidentielles, de montrer la France en proie à une triple crise, que les représentants du désordre établi étaient incapables de résoudre.

Crise de l'Etat. Crise de la nation. Crise de la société. Tels étaient nos thèmes de campagne, avec en filigrane l'esquisse d'une solution représentée par un pouvoir indépendant, par un Etat à visage humain capable d'accomplir la révolution nécessaire.

Beaucoup ne voulurent pas voir que tout se tenait, dans la crise des années soixante-dix. Ne retenant qu'un aspect de notre lutte, certains nous accusèrent d'être des idolâtres de l'Etat, ou des nostalgiques chauvins, ou des gauchistes impénitents. D'autres, proches de la N.A.F. par leurs convictions patriotiques ou par leur volonté révolutionnaire, ne voulaient pas nous suivre sur le plan institutionnel, supposé stable ou réputé intéressant.

Crise de l'Etat ? Nous y revoilà. Comme aux "beaux jours" de la IV^e République. Avec des députés qui amendent- des ministres qui se tirent dans les pattes, des groupes qui ruent dans les brancards, des radicaux qui virevoltent, des bruits de remaniements et de démission, des conciliabules et des démentis, des coups fourrés et des manoeuvres procédurières auxquelles personne ne comprend rien. Avec Mitterrand qui observe le spectacle d'une lippe gourmande. Et sous la baguette d'Edgar Faure !

Nous tenterons de démêler tous ces fils dans le prochain éditorial de la NAF-journal. Mais qui peut aujourd'hui douter de la gravité de la crise politique ? Et qui peut aujourd'hui douter que le Président de la République, fragile et désinvolte, américain de coeur et d'intérêt, n'est pas le premier responsable des menaces qui pèsent sur la nation ?

Crise de la nation, en effet, dont nous avons dénoncé les premiers la gravité, en soulignant les concessions de forme (signature de la nouvelle charte de l'Atlantique) et les abandons de fond (diplomatiques, monétaires, technologiques et politiques) à l'impérialisme américain. Ceux qui nous accusaient de procès d'intention en sont pour leurs frais, et ceux qui ont "voté Giscard" par patriotisme doivent maintenant se mordre les doigts.

.....

Crise de la société enfin, profondément liée aux deux précédentes parce que l'Etat est incapable de lutter contre le chômage et l'inflation, et parce que les Etats-Unis exportent et imposent aussi leur mode de production et de consommation, leur langue et leurs habitudes de vie. Nous risquons donc de nous enfermer dans la société industrielle. Nous y étions déjà ? Ce sera pire : au temps du "système Pompidou", chacun, au moins, pouvait espérer accéder aux biens matériels. Demain, nous risquons de connaître le modèle brésilien, où la classe riche confisque tous les bénéfices de la croissance.

Oui, nous avons bien fait de leur les trois aspects de la crise, et de ne jamais négliger ce qui ne faisait plus depuis longtemps les manchettes des journaux : la question du pouvoir. Oui, nous avons eu raison, sans que nous puissions en tirer aucune satisfaction. Nous aurions préféré que Giscard devienne un homme d'Etat, qu'il reprenne le projet gaullien d'indépendance nationale, qu'il entreprenne de vraies réformes, à défaut d'une révolution.

Par manque de courage, ou faute de conviction, le Président de la République a laissé se renouer les crises sociales, institutionnelles et nationales, créant ainsi de sérieux risques d'explosion.

Chacune des mèches peut encore être éteinte. Mais si la crise éclatait, suffirait-il d'avoir eu raison ?

Bertrand RENOUVIN

CHAR DE L'ETAT OU CHAR MEROVINGIEN

Avant qu'une loi ne puisse entrer en vigueur il faut que le Parlement vote ses décrets d'application. M. de Bagneux, président de la commission des affaires culturelles du Sénat vient de s'inquiéter du sort d'une loi votée en 1965 - il y a plus de 10 ans ! - qui, faute de décrets, n'est toujours pas appliquée. Cette situation est encore compliquée du fait que cette loi *"non appliquée, devrait être modifiée par un projet de loi non encore déposé"* ! A cette vitesse là, il y en a encore bien pour dix ans et il manque un Courteline.

LES AMERICANOS TRAITRES

M. Destremau, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, vient de déclarer que tout esprit de fronde à l'égard de nos alliés américains est à rejeter et que notre politique de défense ne doit pas seulement être nationale mais aussi européenne et atlantique ! L'équipe de G.I.'S en gilet rayé qui gouverne la France est décidément bien partie pour montrer plus de servilité à l'égard de Washington que les politiciens de la IV^e République. La *"nouvelle résistance"* dont parle Alexandre Sanguinetti s'impose avec d'autant plus de nécessité.

C.R.S. - JANISSAIRES

Nous avons déjà indiqué (*Lettre de la N.A.F. n°223*) l'état d'esprit qui régnait chez les C.R.S.. Et voici maintenant de violentes protestations des syndicats de C.R.S. contre la libération de l'agriculteur impliqué dans l'affaire de Montredon. On comprend parfaitement que les C.R.S. n'aient guère de sympathie pour une manifestation où un de leur collègue a trouvé la mort. Mais il est inadmissible que les C.R.S. en tant que tels contestent une décision judiciaire et tentent de faire des pressions pour voir la mesure rapportée. Il est vrai que l'on ne voit pas pourquoi les C.R.S. respecteraient plus que le Parlement le zombie de pouvoir qui fait semblant de gérer la France. Sur ce plan aussi on revient à la IV^e.

GISCARD SE MOQUE DE LA REGION ET DU MONDE

Giscard au cours de son entretien avec Jacques Chancel a réaffirmé son opposition au régionalisme politique (?) tout en condescendant à déclarer qu'il souhaite la non-disparition des langues locales. Comme Chancel lui faisait remarquer que la loi Deixonne fait une place limitée à la langue locale dans l'enseignement, l'acrobate présidentiel lui rétorqua que l'on ne peut obliger les gens à apprendre le basque ou le breton. Mais il oublie de dire que l'enseignement des langues locales est interdit au lycée durant les heures normales de cours. Au baccalauréat la langue locale ne peut être prise comme 1° ou 2° langue vivante. Ah si, une exception : le provençal considéré comme langue vivante à part entière dans l'enseignement secondaire. Mais dans l'enseignement secondaire japonais malheureusement !

LE GUIGNOL DES PLUS-VALUES

Les députés continuent joyeusement le jeu de massacre du projet de loi sur les plus-values. La commission des finances a fait décider que les moins-values des obligations pourraient être déduites des plus values imposables sur des actions. En cas de reprise de la Bourse le manque à gagner pour l'Etat serait de plusieurs dizaines de milliards. Encore un petit effort et les députés (ou les sénateurs) appliqueront cette défalcation aux plus-values immobilières. Pauvre loi Fourcade ! Il est vrai que l'Etat qui organise la dévaluation des obligations antérieures en émettant sans cesse de nouveaux emprunts à intérêt accru et à prime modulée relative, n'a que ce qu'il mérite.

N.A.F. EN MOUVEMENT - N.A.F. EN MOUVEMENT - N.A.F. EN MOUVEMENT - N.A.F. EN MOUVEMENT - N.A.F. EN MOUVEMENT

§ Section du 15° - Clamart- Issy- Vanves. La permanence du vendredi est suspendue pendant les vacances. Sa reprise au mois de Septembre sera annoncée par le journal.

§ FEDERATION NORD-PAS DE CALAIS. Veuillez noter la nouvelle adresse : 27 rue des Fossés 59000 Lille (tel. : 57.29.44).

§ FEUX DE LA SAINT JEAN. Ils auront lieu Samedi 26 et dimanche 27 juin à Tourailles près de Gondrecourt (Meuse) (carte Michelin N°62 - pli n° 2). Le rendez-vous est fixé à Tourailles dans l'après midi du Samedi . Le samedi de 19 h. à l'aube : fête nocturne, feux, chants, danses. Dimanche 27 : forums de discussion, stands de presse, librairie. A 12 h 30 méchoui. A 16 h : allocutions. On est prié d'apporter lit de camp et duvet. On trouvera sur place le samedi soir et le dimanche midi nourriture et boissons (participation aux frais).

§ ELECTIONS MUNICIPALES. Toutes les personnes intéressées qui ne se sont pas encore inscrites pour la session des 3 et 4 juillet dans la région parisienne sont priées de le faire de toute urgence.

§ CAMP DE CEVRAS du 24 juillet au 8 aout. Camp de propagande ouvert à tous. Le camp aura lieu dans la propriété "Le Cabanon" au lieu dit "La Planque" commune de Ceyras dans l'Hérault (carte Michelin n°83-pli n° 5). On doit apporter son matériel de couchage (duvet, lit de camp) son couvert et sa tente.

§ SESSION DE N.A.F.-UNIVERSITE du 1er au 11 septembre. Cette session aura lieu en Bretagne près de Ploermel. Le prix de la session est fixé à 300 F pour les inscriptions parvenues avant le 15 aout. Nous demandons à tous les lycéens et étudiants sympathisants de la N.A.F. de venir à cette session où sera élaboré le plan d'action de l'action universitaire pour l'année scolaire prochaine.

DONNEES

CHRETIENS ET MARXISTES

Depuis le milieu du XIX^e siècle les rapports chrétiens-marxistes oscillent entre une hostilité réciproque et une fascination mutuelle.

- Une violente hostilité réciproque.

Le marxisme est fondamentalement d'essence irréligieuse. Marx considère que tout homme qui croit devoir à un "Autre" (Dieu) sa création est totalement aliéné. Et Marx a cherché dans le substrat économique-social le moyen le plus efficace de réaliser l'"auto-production" de l'homme afin de mieux le libérer de l'aliénation religieuse. Tous les états communistes ont cherché (et cherchent encore) à extirper la religion par une persécution sournoise ou violente.

L'Eglise a donc été amenée à condamner le marxisme. Cette condamnation, formulée dès le XIX^e siècle fut notamment confirmée en 1937 (encyclique *Divini Redemptoris*) et 1949 (Décret du Saint-Office excommuniant les catholiques qui adhèrent au P.C. ou collaborent avec lui).

Il est vrai qu'aux raisons doctrinales se mêlent des motifs moins avouables : le cléricalisme de trop de gens d'Eglise les amène à cautionner au XIX^e siècle la bourgeoisie capitaliste (et pourtant voltairienne) afin d'être du côté des puissants. D'où une violente hostilité à toute revendication ouvrière accompagnée d'une incitation à la résignation des pauvres.

- Une fascination mutuelle.

Dès la fin du XIX^e siècle, des catholiques prennent conscience de l'injustice du capitalisme. Mais l'électorat catholique restait massivement attaché à la droite conservatrice. Ceci amène par réaction après 1950 notamment de nombreux militants d'action catholique à se rallier au socialisme et à roner une collaboration avec le P.C.. Pour le dominicain Paul Blanquat le marxisme apporte, à coté d'une idéologie athée inadmissible " un modèle opératoire qui explique les causes de la situation sociale".

En outre ces militants catholiques sont sensibles à l'ascèse laïque que le parti impose à ses militants pour préparer (?) la Révolution.

Enfin un cléricalisme inversé et équivoque conduit des prêtres et des évêques à courtiser le communisme à cause de ses succès temporels et politiques. La diplomatie vaticane menée par Mgr.Casaroli traite de puissance à puissance avec les maîtres du Goulag.

A leur tour les marxistes et notamment les dirigeants du P.C. ont compris l'intérêt de l'apport chrétien à la gauche. Dès 1936 Maurice Thorez pratiquait la politique de la main tendue aux catholiques. Georges Marchais continue cette politique : dans son récent discours de Lyon il a insisté sur le fait que le programme politique et social du P.C. ne contenait rien d'incompatible avec la doctrine chrétienne (mais il a reconnu l'opposition "idéologique" du christianisme et de marxisme). Il a dénoncé la propagande anti-religieuse en U.R.S.S..

Signe des temps, depuis le XXII^e congrès du P.C. (février 1976) un membre du Bureau Politique est spécialement chargé des rapports avec les chrétiens.

Mais est-il possible de séparer programme politique et idéologie ? La religion déculaire marxiste qui absolutise l'Etat prolétarien, n'est elle pas par essence vouée à lutter contre toute religion qui relativise le politique ? Le rapprochement chrétiens-communistes pour être durable suppose une démarxisation du P.C.. On en est encore loin.

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93

Directeur de la publication
Yvan AUMONT

Abonnements couplés à "La lettre de la N.A.F." et à la N.A.F. bi-mensuelle :

Un an : 70 F - six mois : 40 F - trois mois : 20 F
Règlement : C.C.P. N.A.F. 193-14 Z Paris